



NON AU PASS SANITAIRE, POUR UNE POLITIQUE SOCIALE ET DE SANTÉ JUSTE ET DÉMOCRATIQUE, contre la loi relative à la gestion de la crise sanitaire et les régressions sociales

Dès le mois de janvier, le PCF avait exigé la levée des brevets, afin de lutter efficacement contre la pandémie de Covid-19. Il est absolument nécessaire que l'ensemble des habitant.e.s de la planète puisse avoir accès au vaccin pour empêcher la diffusion des variants qui font durer et risquent d'amplifier la crise sanitaire.

C'est une exigence qui est portée notamment à travers l'Initiative Citoyenne Européenne (ICE) lancée par le PCF et plus de dix partis de gauche de toute l'Europe en faveur de l'accessibilité gratuite pour tous d'un vaccin ou un traitement contre le Covid-19.

(Signez la pétition : <https://nonprofitonpandemic.eu/fr/>)

« Après le fiasco des masques, des tests, nous assistons à une sinistre comédie quant à la campagne vaccinale : appropriation privée des vaccins disponibles, par l'intermédiaire de la commission européenne, soumission complète aux diktats des « oligarchies financières » de BigPharma dont les profits seront financés par la Sécu, de plus il y a non garantie des approvisionnements et une distribution au compte-goutte... »,
écrivions-nous en janvier.

Malheureusement, le constat est le même aujourd'hui.

Voire pire : nous dénonçons avec la plus grande fermeté la politique de division initiée par E. MACRON sur la vaccination et le pass justifié par une trop faible vaccination, classant les Français.e.s « en bons et méchants », ce dont la France n'a vraiment pas besoin dans cette situation compliquée que nous traversons alors que le problème est planétaire.

Les 22 et 25 juillet, lors des votes aux assemblées, les député.e.s et sénat·rice·eur·s communistes ont unanimement dit non au pass sanitaire et à sa loi relative.

En plein accord avec la tribune de Libération (22/07/2021) « *Pour une politique sociale et de santé juste et démocratique, contre la loi sanitaire et les régressions sociales* », les communistes de l'Ain exigent :

- ▶ Après l'adoption des conclusions de la commission mixte paritaire par le Sénat le 25 juillet, le retrait de cette loi et de l'état d'urgence sanitaire
- ▶ Des moyens financiers et humains bien plus importants dans les hôpitaux publics et les Ehpad, un débat et une information d'ampleur, des possibilités de se faire vacciner sur le temps de travail, une couverture bien plus importante des centres de vaccination et les embauches nécessaires pour permettre des conditions de travail respectueuses des exigences sanitaires
- ▶ la levée des brevets au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) pour la solidarité internationale et la santé publique ;
- ▶ l'abandon des projets de lois sur l'assurance chômage et les retraites ainsi que les lois liberticides de ces derniers mois.

Signez cette autre pétition : <https://france.attac.org/se-mobiliser/marches-des-libertes/article/pour-une-politique-sociale-et-de-sante-juste-et-democratique>

LES PRINCIPALES PROPOSITIONS DU PCF :

POUR PLUS DE DÉMOCRATIE,

REDONNER LES POUVOIRS À L'ASSEMBLÉ NATIONALE

POUR PLUS DE SANTÉ PUBLIQUE,

ALLER VERS LE 100 % SÉCURITÉ SOCIALE

POUR PLUS DE PARTAGE DES RICHESSES,

TAXER LES PROFITS DES ENTREPRISES DU CAC 40,

LUTTER EFFICACEMENT CONTRE L'ÉVASION FISCALE

POUR LA PROTECTION DE L'EMPLOI,

INSTAURER LA SÉCURITÉ EMPLOI - FORMATION

POUR PLUS DE SOLIDARITÉ,

PÉRENNISER LES SERVICES À L'AIDE SOCIALE,

RESTAURER LES NIVEAUX DES SUBVENTIONS

DES ASSOCIATIONS SOCIALES ET CULTURELLES

LE VACCIN

doit être un

**BIEN PUBLIC
MONDIAL**

<https://noprofitonpandemic.eu/fr/>

→ À signer avec ce QR code



**PAS dE PROFiT
SUR LA PANdÉmiE !**